

Afin que le développement ne soit pas une contradiction durable

Jean-Marie Harribey (agrégé de sciences économiques et sociales)

Extrait publié dans *Le Monde diplomatique*, décembre 2002

La conférence de l'ONU à Johannesburg du 26 août au 4 septembre 2002 sur le développement durable a contribué à faire connaître davantage cette conception du développement économique apparue au cours des deux dernières décennies. Elle est maintenant tellement ancrée dans les esprits que plus aucun responsable politique ni aucune institution internationale ne s'aviseraient de ne pas y faire référence. Cette conversion atteint même les dirigeants des grandes sociétés multinationales qui ont fait littéralement le siège de la conférence de l'ONU pour afficher leurs préoccupations éthiques, écologiques, sociales et ainsi peser sur les discussions en cours.

D'où vient cet engouement pour le développement durable ? D'une triple prise de conscience. Il y a d'abord le constat que les promesses du développement économique n'ont pas été tenues. Celui-ci devait éradiquer la misère, la famine, l'analphabétisme, et ces maux n'ont pas régressé véritablement, surtout en Afrique subsaharienne. Il devait réduire les inégalités, et elles ont explosé. Il devait être facilité par une aide des pays riches qui s'étaient engagés à fournir 0,7% de leur PIB aux pays pauvres, et l'aide a reculé à 0,24%. Plus récemment, tous les organismes de régulation internationale se sont alarmés des dégâts écologiques causés par un développement économique polluant l'eau, l'air et les sols et épuisant les ressources naturelles à grande vitesse. D'où l'idée qu'il faudrait promouvoir un développement qui deviendrait soutenable socialement et écologiquement, c'est-à-dire qui répondrait "aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs" (1).

Ces deux premières prises de conscience s'exprimèrent à Stockholm en 1972 et à Rio de Janeiro en 1992. Mais sans l'ampleur prise cette année à Johannesburg. Parce qu'entre temps est intervenu un troisième élément qui a hâté la conversion générale au développement durable. Après le développement, la mondialisation du capital et la libéralisation financière et commerciale ont montré à leur tour leurs limites.



La loi des marchés, la spéculation financière, la mise en concurrence des secteurs les plus traditionnels avec les plus modernes, notamment dans l'agriculture, ont produit des crises à répétition dans les pays émergents (sud-est asiatique et Amérique latine notamment) et fait ployer les plus pauvres sous le poids

d'un endettement croissant et d'une soumission aux plans d'ajustement structurels du FMI et de la Banque mondiale. Même les pays les plus riches, Etats-Unis en tête, connaissent aujourd'hui la crise d'une économie qui n'avait de "nouvelle" que la propension à soumettre toutes les activités humaines et toutes les conditions de la vie à l'exigence de la rentabilité. La perte de légitimité de la libéralisation est donc maintenant amorcée. Il fallait y mettre bon ordre. Le développement durable est venu à point nommé afin d'aider les classes dirigeantes à retrouver cette légitimité mise à mal.

Ce renversement – d'un concept censé renouveler le développement et surmonter ses difficultés, et récupéré par les naufrageurs de la planète – a été rendu possible parce que l'idée de développement durable est fondée sur une ambiguïté, voire une contradiction insurmontable.

Dans l'esprit de ses promoteurs institutionnels, le développement durable doit concilier trois impératifs : d'ordre économique, celui de la croissance, d'ordre social, celui de la réduction de la pauvreté, et d'ordre écologique, celui de la préservation des écosystèmes.

L'ordre de présentation de ces trois objectifs n'est pas neutre. La poursuite de la croissance économique est considérée comme une condition nécessaire de la réussite des deux autres. Implicitement ou explicitement, l'ONU, les gouvernements, les entreprises, les ONG et les économistes qui sont favorables au développement durable adoptent la distinction établie autrefois par François Perroux entre croissance et développement que l'on peut considérer comme fondatrice de l'économie du développement et du sous-développement au cours des années 1950 et 1960. Dans cette

optique, la croissance désignait l'augmentation des quantités produites, indépendamment de leur qualité et de leurs impacts sociaux et écologiques, tandis que le développement englobait la croissance mais la dépassait par les aspects qualitatifs en termes de bien-être humain. Or, pour se perpétuer dans le temps, la croissance a besoin d'individus alphabétisés, de mieux en mieux cultivés, en bonne santé, etc. Elle n'est donc jamais une homothétie quantitative car elle comporte toujours les changements qualitatifs dont Perroux se servait pour la distinguer du développement.

La distinction entre croissance et développement souffre donc d'une faiblesse logique grave : tous les économistes du développement affirment, après avoir établi cette distinction, que la croissance amène sur le moyen et long terme les changements de structures économiques et sociales qui précisément font la caractéristique du développement selon Perroux. D'où la contradiction au sein de la théorie dominante : la croissance est considérée d'abord comme une simple condition nécessaire du développement, et, avec le temps, elle en devient une condition suffisante rendant sans objet la distinction ci-dessus. Le développement est ainsi assimilé à l'augmentation, bien sûr éternelle, des quantités produites. Et le tour de passe-passe libéral peut alors s'opérer : justifier la conformité du développement de tous les peuples à celui des pays riches et la soumission aux injonctions des instances internationales parées de vertu durable.

Le paradoxe est qu'on assiste à la conjonction entre des économistes libéraux fraîchement convertis à la soutenabilité sociale et écologique et des économistes non libéraux, voire opposés à la mondialisation capitaliste actuelle, héritiers du développementisme perrouxien ou du tiers-mondisme. Pour les premiers, la croissance est sacro-sainte et elle ne peut s'exercer que dans un cadre libéral, la régulation écologique étant assurée par le marché, au point qu'ils substituent fréquemment croissance durable à développement durable. Pour les seconds, la croissance a des effets pervers bien connus, mais le développement est "durable par définition" (2), ce qui aboutit à l'aporie suivante : selon la propre définition des économistes du développement, on ne peut nier que le Nord se soit développé (éducation, accès aux soins, espérance de vie, etc.) ; et pourtant ce développement a engendré les dégâts que ces économistes utilisent pour établir la distinction entre croissance et développement ; donc, le développement contient ce qu'ils déniaient comme étant du développement.

On comprend alors la raison d'une critique radicale du développement inversant la problématique : le développement ne serait pas la solution mais le problème. Parce que le type de développement dévastateur socialement et écologiquement qui prévaut dans le monde est celui qui est né en occident, impulsé par la recherche du profit en vue d'accumuler du capital. Et aussi parce que, en imposant ce développement à la planète entière, le capitalisme produit une déculturation de masse : la concentration des richesses à un pôle fait miroiter l'abondance inaccessible à des milliards d'êtres situés à l'autre pôle et dont les racines culturelles dans lesquelles ils puisaient le sens de leur existence sont peu à peu détruites. La critique dépasse donc une simple critique de la croissance ou une contestation des plans d'ajustement structurel : elle remet en cause l'anéantissement matériel et culturel des sociétés non occidentales par le développement apporté de gré ou de force (surtout de force) avec plus ou moins de réussite (plutôt moins que plus) par le Nord au Sud.

Doit-on en conclure qu'"il faut en finir, une fois pour toutes, avec le développement" (3), comme l'exprime Serge Latouche, parce qu'il ne pourrait être autre que ce qu'il a été ? Ce serait oublier que des besoins primordiaux restent insatisfaits pour une bonne moitié de l'humanité. Les pays pauvres doivent donc pouvoir connaître un temps de croissance de leur production. A ce niveau-là, il est faux d'opposer quantité produite et qualité car, pour faire disparaître l'analphabétisme, il faut bâtir des écoles, pour améliorer la santé, il faut construire des hôpitaux et acheminer l'eau potable, et pour retrouver une large autonomie alimentaire, les productions agricoles vivrières répondant aux besoins locaux doivent être promues.

L'échec du développement durant le XXe siècle est davantage le produit des rapports de forces qui ont tourné à l'avantage exclusif des nantis que l'échec du développement en lui-même. Il est donc urgent de poser le problème autrement, en se dégageant des pièges du développementisme, de ceux de l'anti-développementisme et bien entendu de ceux du consensus mou autour du développement durable. Ceux qui renâclent à mettre en discussion le développement font le pari que le progrès technique sera toujours capable d'apporter des solutions aux dégâts du développement ou bien que la croissance devenant de plus en plus immatérielle pourrait se passer progressivement des ressources épuisées. Or, si la quantité de ressources nécessaires *par*

unité produite (par exemple l'intensité énergétique) diminue, l'effet est annulé par la croissance globale. A l'autre bord, le présupposé du raisonnement des anti-développementistes est que l'économie est un trait culturel purement occidental et qu'il convient donc de "sortir de l'économie" (4) et du développement, au nom du relativisme culturel. Ce présupposé n'est pas démontré et on peut lui opposer l'idée que l'économie est une catégorie anthropologique et que l'occident n'a pas inventé l'économie mais le "désencastrement" (5) de l'économie et la domination de cette instance sur les autres sphères sociales. Ne s'agit-il pas de la même erreur que celle commise il y a dix ans par tous les propagandistes de la « fin du travail », travail dont ils imputaient l'invention au capitalisme alors que celui-ci n'a inventé que la forme du travail salarié ?

Il ne faut pas se tromper sur la nature du développement. Le développement dont on voit les dégâts aujourd'hui et dont on perçoit les dangers s'il devait perdurer n'est pas simplement le productivisme engendré par le tourbillon technique et l'ivresse scientiste. Ce n'est pas non plus le résultat d'un économisme qui serait commun à tous les systèmes de pensée, nécessitant de renvoyer dos à dos le libéralisme et la critique marxienne de celui-ci (6). Le développement connu jusqu'ici est historiquement lié à l'accumulation capitaliste au profit d'une classe minoritaire. De même, son envers, le sous-développement, est lié aux visées impérialistes du capital, notamment dans sa phase d'accumulation financière. Dissocier la critique du développement de celle du capitalisme dont il est le support reviendrait à dédouaner celui-ci de l'exploitation conjointe de l'homme et de la nature. Or, sans la première, le système n'aurait pu tirer parti de la seconde ; sans la seconde, la première n'aurait eu aucune base matérielle. Il en résulte que "sortir du développement" sans parler de sortir du capitalisme est un slogan non seulement erroné mais mystificateur à son tour. Et donc, la notion d'"après-développement" n'a aucune portée si celui-ci n'est pas simultanément un après-capitalisme (7).

On ne peut se satisfaire du concept de développement dont il faut remettre en cause le contenu en même temps que la croissance dont il est indissociable. Soit il n'est possible que pour une minorité de plus en plus restreinte, soit il n'est possible pour personne dès qu'on veut l'étendre à tous. Dans le premier cas, il est explosif socialement ; dans le second, il est écologiquement. Dans les deux cas, il est mortifère car le capitalisme ne peut développer sa

dynamique d'appropriation des richesses naturelles et des richesses produites qu'en raréfiant les ressources limitées et en renforçant l'exploitation de la force de travail. Il ne s'agit pas pour autant d'abandonner la perspective d'une augmentation de la production pour tous les affamés de la terre. Pourrait-on réfléchir à un développement différencié *dans son objet, dans l'espace et dans le temps* pour établir des priorités en fonction des besoins et de la qualité des productions, et permettre la croissance pour les plus pauvres et la décélération de celle-ci pour les plus riches ? Cessons de nous voiler la face : le développement nécessaire des plus pauvres implique le renoncement au développement *illimité* des riches, compte tenu des limites de la planète.

Références :

(1) Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, Montréal, Fleuve, 1987, p. 51.

(2) R. Passet, "Néolibéralisme ou développement durable, il faut choisir", document ATTAC, http://www.mediasol.org/xarticle.php?id_article=2407. On peut y lire aussi : "Une économie dont le produit augmente est soumise à un double mouvement : de diversification [...] ; de relation et d'intégration [...]", ce qui confirme mon interprétation de la non distinction entre croissance et développement.

(3) S. Latouche, "Les mirages de l'occidentalisation du monde : En finir, une fois pour toutes, avec le développement", *Le Monde diplomatique*, mai 2001. Voir aussi F. Partant, *Que la crise s'aggrave*, Paris, Solin, 1978. ; *La fin du développement, Naissance d'une alternative?*, Paris, Maspero, 1982. ; *La ligne d'horizon, Essai sur l'après-développement*, Paris, La Découverte, Cahiers Libres, 1988 ; G. Rist, *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Politiques, 1996, 2^e éd. 2001.

(4) A. Caillé, "Sortir de l'économie", in S. Latouche (sous la dir. de), *L'économie dévoilée, Du budget familial aux contraintes planétaires*, Paris, Ed. Autrement, 1995, n°159, p. 177-189.

(5) K. Polanyi, *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.

(6) Voir J.M. Harribey, "Marxisme écologique ou écologie politique marxienne" in J. Bidet, E. Kouvelakis (sous la dir. de), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, 2001, p. 183-200.

(7) Voir J.M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; *Le développement soutenable*, Paris, Economica, 1998 ; *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant, 2002.